

numéro

21

*Revue d'***HISTOIRE**  
**MARITIME**

Histoire maritime  
Outre-mer  
Relations internationales

*Les nouveaux enjeux  
de l'archéologie sous-marine*

**Tiré à part**

**II. Raphaël Ramos – 979-10-231-1273-3**





*Revue d'***HISTOIRE**  
**MARITIME**

n° 21 • 2015/2

Les PUPS, désormais SUP, sont un service général  
de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2015

© Sorbonne Université Presses, 2020

ISBN PAPIER : 979-10-231-0502-5

ISBN PDF COMPLET : 979-10-231-1255-9

TIRÉS À PART EN PDF :

- I-1. Marie-Yvane Daire *et al.* – 979-10-231-1256-6
  - I-1.1. Michel L'Hour – 979-10-231-1257-3
  - I-1.1. Christophe Cérino – 979-10-231-1258-0
  - I-1.1. Blair Atcheson *et al.* – 979-10-231-1259-7
- I-2. Vincent Dumas *et al.* – 979-10-231-1260-3
  - I-2.1. Pierre Poveda – 979-10-231-1261-0
  - I-2.2. Alexandra Grille – 979-10-231-1262-7
- I-3. Emmanuel Nantet – 979-10-231-1263-4
  - I-3.1. Gaëlle Dieulefet – 979-10-231-1264-1
  - I-3.2. Jerzy Gawronski – 979-10-231-1265-8
- I. Gérard Le Bouëdec – 979-10-231-1266-5
  - I.1. Glossaire – 979-10-231-1267-2
  - I.2. Antoine Rivault – 979-10-231-1268-9
  - I.3. Claire Boër – 979-10-231-1269-6
  - I.4. Olivier Lopez – 979-10-231-1270-2
- II. Irina Tsitovitch-Kozlova – 979-10-231-1271-9
  - II.1. Pierre Caillousse – 979-10-231-1272-6
  - II.2. Raphaël Ramos – 979-10-231-1273-3
- II. Jean-Baptiste Blain – 979-10-231-1274-0
- Varia.* Laura Le Goff, Catherine Dupont – 979-10-231-1275-7
  - Varia.* Pierre Le Bot – 979-10-231-1276-4
  - Varia.* Guillemette Crouzet – 979-10-231-1277-1
  - Varia.* Jean-Marie Kowalski – 979-10-231-1278-8
- Chronique, position de thèse – 979-10-231-1279-5
- Comptes rendus – 979-10-231-1280-1

Maquette et réalisation : Compo Meca Publishing (64990 Mouguerre)  
d'après le graphisme de Patrick Van Dieren  
Versions PDF : 3d2s (Paris)

SUP

Maison de la Recherche  
Sorbonne Université  
28, rue Serpente  
75006 Paris

tél. : (33)(0)1 53 10 57 60

fax : (33)(0)1 53 10 57 66

sup@sorbonne-universite.fr  
<https://sup.sorbonne-universite.fr>

## SOMMAIRE

Avant-propos .....7

### Éditorial

Jean-Pierre Poussou .....9

### I. DOSSIER

## LES NOUVEAUX ENJEUX DE L'ARCHÉOLOGIE SOUS-MARINE

Les nouveaux enjeux de l'archéologie sous-marine

Christophe Cérino, Michel L'Hour, Éric Rieth ..... 15

### LES NOUVELLES PROBLÉMATIQUES DE LA RECHERCHE

Les apports de l'archéologie subaquatique au projet européen « *Arch-Manche* »

Marie-Yvane Daire, Catherine Dupont, Loïc Langouët, Laetitia Le Ru, Grégor Marchand,  
Chloé Martin, Garry Momber, Pau Olmos, Julie Satchell, Lauren Tidbury ..... 21

De la mer à la *Lune* : la longue marche des archéologues sous-marins français vers  
les abysses

Michel L'Hour .....45

Les épaves de la Bataille de l'Atlantique au Pays de Lorient : enjeux scientifiques,  
patrimoniaux et de valorisation

Christophe Cérino .....67

Retour en Normandie : prospections archéologiques de l'*US Navy* sur la flotte  
immergée de l'Opération *Neptune*

Blair Atcheson, Robert Neyland, Alexis Catsambis .....85

### LES NOUVELLES TECHNOLOGIES AU SERVICE DE LA RECHERCHE SUBAQUATIQUE

Application de la photogrammétrie en archéologie navale

Vincent Dumas, Philippe Groscaux †, Giulia Boetto ..... 127

Méthode de restitution des navires antiques : nouveaux outils et nouvelles analyses des restitutions en archéologie navale Pierre Poveda .....	157
---	-----

L'épave de l'Aber Wrac'h 1 : entre tradition (maquette) et innovation (3D) Alexandra Grille .....	181
--	-----

#### LES NOUVEAUX ENJEUX DE VALORISATION DE LA RECHERCHE

Le gouvernail antique : bilan et perspectives Emmanuel Nantet .....	197
--	-----

Échanges maritimes et culture matérielle : une approche par l'analyse des mouillages et des céramiques, xv <sup>e</sup> -xviii <sup>e</sup> siècles Gaëlle Dieulefet .....	207
---	-----

4 Navires et villes en archéologie maritime : le navire de la <i>VOC Amsterdam</i> et l'archéologie biographique de la ville d'Amsterdam au xviii <sup>e</sup> siècle Jerzy Gawronski .....	231
--	-----

#### CONCLUSIONS

Synthèse de la table ronde interdisciplinaire du 15 avril 2014 : « Archéologie sous-marine, histoire et patrimoine maritime : les nouveaux enjeux de la recherche » Gérard Le Bouëdec .....	263
--	-----

Glossaire Éric Rieth .....	267
-------------------------------	-----

#### II

### PRÉSENTATION DE LEURS RECHERCHES PAR LES DOCTORANTS EN HISTOIRE MARITIME (LORIENT, JUIN 2014)

Le duc d'Étampes et la Bretagne : être gouverneur d'une province maritime au xv <sup>e</sup> siècle (1543-1565) Antoine Rivault .....	281
--	-----

Entre terre et mer : cadre de vie, culture matérielle et destins de marins provençaux au xviii <sup>e</sup> siècle Claire Boër .....	293
---	-----

Travailler chez l'autre, vivre avec ? En Barbarie avec les employés de la Compagnie royale d'Afrique au xviii <sup>e</sup> siècle Olivier Lopez .....	307
--	-----

La présence russe dans le Pacifique Sud sous le règne du tsar Alexandre I <sup>er</sup> (1801-1825) Irina Tsitovitch-Kozlova .....	319
La transformation des littoraux de la pointe du Médoc de la fin du xvi <sup>e</sup> au milieu du xix <sup>e</sup> siècle: problématique, sources et méthodes d'analyse Pierre Caillosse .....	329
La Marine américaine et la réorganisation du renseignement au lendemain de la Seconde Guerre mondiale Raphaël Ramos .....	343
Les <i>U-Boot-Bunker</i> construits dans les villes portuaires françaises de la côte atlantique: des lieux aux multiples fonctionnalités (1940-2010) Jean-Baptiste Blain .....	357

III  
*VARIA*

L'exploitation des ressources marines par les populations médiévales: un premier bilan des coquillages découverts en contexte archéologique entre Manche et Garonne Laura Le Goff, Catherine Dupont .....	367
« Beaucoup de mal et peu d'honneur » : la Marine royale en guerre contre Tunis et Tripoli (1727-1729) Pierre Le Bot .....	389
« Boutres tricolores, boutres de discorde » : Britanniques et Français en Oman et dans le nord de l'océan Indien à la fin du xix <sup>e</sup> siècle Guillemette Crouzet .....	407
D'une rive de la rade de Brest à l'autre, une nouvelle École navale pour une nouvelle Marine Jean-Marie Kowalski .....	435

IV  
CHRONIQUE

Jean Boudriot (1921-2015) .....	463
Paul Butel (1931-2015) .....	465
Entre tradition et innovation: itinéraire d'un marin, Edmond Paris (1806-1893) Position de thèse de Géraldine Barron-Fortier .....	471

v  
COMPTES RENDUS

Jean-François Henry, <i>L'île d'Yeu dans la Grande Guerre. Chronique de la vie quotidienne</i> .....	477
Alain Blondy (avec la collaboration de Jean Bérenger), <i>Documents consulaires : Lettres reçues par le chargé d'affaires du Roi à Malte au XVIII<sup>e</sup> siècle</i> .....	479
Christian Borde et Christian Pfister (dir.), <i>Histoire navale, histoire maritime. Mélanges offerts à Patrick Villiers</i> .....	481
Jean de Préneuf, Éric Grove et Andrew Lambert (dir.), <i>Entre terre et mer. L'occupation militaire des espaces maritimes et littoraux</i> .....	484

## AVANT-PROPOS

L'ampleur de ce numéro 21, son caractère largement technique et en même temps innovant sont le fruit de la collaboration des partenaires habituels de notre revue – la Fédération d'histoire et d'archéologie maritimes de l'université Paris-Sorbonne, l'UMR CNRS 6258 CERHIO (Université de Bretagne Sud) et le GIS d'histoire maritime –, avec le Département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines (DRASSM) du ministère de la Culture. Le soutien de celui-ci, qui est venu s'ajouter à nos financements ordinaires, a permis de doter ce numéro 21 d'une illustration en couleur exceptionnellement riche. Nous lui exprimons notre très vive gratitude et nous nous réjouissons de cette collaboration dont le but est le bien commun de nos deux très proches disciplines, l'histoire maritime et l'archéologie sous-marine. Nous tenons aussi à remercier nos collègues Philippe Jarnoux et Pierrick Pourchasse (EA CRBC) pour avoir pris en charge la coordination des échanges avec le Bureau de traduction universitaire de l'université de Brest qui a assuré les conversions de l'anglais vers le français.



## ÉDITORIAL

*Jean-Pierre Poussou*

Le numéro 21 de la *Revue d'histoire maritime* constitue l'un des plus fournis, par son volume, que notre revue ait publié depuis sa création. Cela tient tout d'abord à l'ampleur du dossier principal : « Les nouveaux enjeux de l'archéologie sous-marine », dû à l'initiative de Christophe Cérino, dossier qu'il a rassemblé en collaboration avec Michel L'Hour et Éric Rieth. Il s'agissait de répondre à un double enjeu : d'une part, faire mieux connaître aux historiens du maritime les considérables progrès et les importants résultats obtenus depuis une génération par l'archéologie sous-marine, champ de recherche en plein développement ; d'autre part, rapprocher deux démarches disciplinaires : celles de l'histoire et de l'archéologie sous-marine, voisines mais relativement peu liées, alors que les plans de rencontre sont plus nombreux qu'on ne le croit, comme le montre, par exemple, dans ce numéro 21, le remarquable texte de Jerzy Gawronski. C'était d'autant plus nécessaire que les manières d'explorer le maritime et son histoire, les sources utilisées, plus encore les manières d'écrire des uns et des autres sont dissemblables. Il est certain, en particulier, que le vocabulaire des archéologues sous-marins est peu familier des historiens, tant il est fourni en termes particuliers et techniques, au point qu'il nous a fallu rajouter au dossier un volumineux glossaire qui devrait rendre de grands services aux historiens du maritime, ainsi qu'à tous ceux qui s'intéressent à l'archéologie sous-marine, et pour lequel il faut fortement remercier Éric Rieth. Nos lecteurs seront donc aux prises avec des textes d'une technicité inhabituelle pour eux, mais cela en valait la peine, et l'on verra que la démarche impulsée par deux colloques successifs, tenus à Lorient en 2009 et 2014, et dont ce numéro est l'aboutissement, a tenu toutes ses promesses.

Trois directions ont été choisies. Au départ, nous avons les « nouvelles problématiques de la recherche archéologique sous-marine » dont la première caractéristique est de souligner l'originalité de ses buts : ici analyse des changements côtiers (Marie-Yvane Daire et son équipe), puis prospection et étude des épaves à grande profondeur (Michel L'Hour, Christophe Cérino,

Robert Neyland et collaborateurs<sup>1</sup>). L'analyse grâce à l'archéologie subaquatique des changements côtiers a des perspectives pluridisciplinaires riches d'avenir puisque, dans le cadre du projet européen *Arch-Manche*, à la fois elle fait connaître les effets des changements climatiques survenus sur nos côtes sur le temps long de l'Holocène, et elle aboutit à l'étude de sites archéologiques aujourd'hui submergés, les résultats étant spectaculaires pour le Solent et pour la presqu'île de Quiberon. Ainsi revivent les paysages mésolithiques côtiers submergés (Marie-Yvane Daire *et al.*).

10

Ce sont aux épaves maritimes, conservées à de grande profondeur, que sont consacrés les trois autres textes inclus dans cette première partie du dossier. Tout en axant son propos sur le chantier-laboratoire du vaisseau à deux ponts, la *Lune*, « ce précieux témoin de la première Marine de Louis XIV » englouti depuis 1664 en rade de Toulon, à 91 mètres de profondeur, Michel L'Hour saisit cette occasion pour nous retracer les étapes de la conquête des abysses par les archéologues sous-marins français, ce qui fait de cet article un texte de référence historiographique très précieux. Mais, l'une des avancées récentes a été l'intérêt porté aux épaves métalliques contemporaines, ce qui nous situe dans un autre domaine que celui de la *Lune*, et ce qui soulève d'autres problèmes et difficultés qu'exposent les textes signés par Christophe Cérino et Robert Neyland. Les démarches et moyens d'investigation ne sont plus du tout les mêmes : il faut posséder une très bonne connaissance des matériels et armements utilisés pendant la Seconde Guerre mondiale, mais aussi des opérations de guerre ; il est nécessaire, par ailleurs, de disposer de gros moyens financiers et matériels vu le nombre des bunkers et autres édifices liés au mur de l'Atlantique ou à la mise en défense des installations allemandes, et étant donné également l'étendue du champ à couvrir dans le cadre de l'opération *Overlord*. Pour celle-ci, le rôle du *Naval History and Heritage Command* a donc été essentiel. Les résultats étonneront, mais il nous faut également prendre en considération que cette sauvegarde du patrimoine sous-marin hérité des combats de la fin de la guerre de 1940-1945 peut déboucher sur des conséquences historiques considérables non seulement grâce à la publication des recherches qui y sont liées, mais aussi parce que, comme cela s'est passé au pays de Lorient – et Christophe Cérino y a pris une grande part –, le débouché de ces travaux est la création d'espaces muséographiques.

Il a été beaucoup question dans ces premiers textes des technologies, notamment récentes, et de leur si fécond apport aux recherches sous-marines. C'est à les étudier plus en détail que nous invite la deuxième partie du dossier.

---

1 Ce sont Blair Atcheson et Alexis Catsambis. Ce n'est que par commodité que nous ne citons dans cet éditorial que Robert Neyland car c'est avec lui que nous avons été en contact.

La photogrammétrie numérique en est un élément essentiel car elle permet d'établir « une documentation graphique normalisée et objective devant servir de support à l'élaboration des différentes hypothèses d'une recherche mise en œuvre en Croatie (Vincent Dumas, le regretté Philippe Groscaux, et Giulia Boetto). Très technique, l'article montre à quel point « l'utilisation de la photogrammétrie numérique et des autres procédés d'acquisition 3D » est « une évolution majeure des méthodes de relevé », le but étant aussi d'aboutir à la reconstitution des navires ou marques, ce à quoi est consacré le texte suivant de Pierre Poveda, qui fait partie de la même unité CNRS que les précédents auteurs. P. Poveda s'est attaché à la « restitution des navires antiques par de nouveaux outils et nouvelles analyses ». Le but de ces travaux est à la fois de reconstituer ces navires mais aussi, grâce à cette démarche, d'atteindre la « quantité fabuleuse de savoirs », qu'ils représentent, sans oublier les cargaisons. Depuis une quinzaine d'années, les recherches ont pu aller beaucoup plus loin grâce à « la place de plus en plus importante prise par l'outil informatique ». C'est justement, cette fois de manière concrète, à une reconstitution que s'est attaquée Alexandra Grille à propos de l'épave de l'*Aber Wrac'h* I – 18 m de long sur 5 de large –, découverte en 1985 ; le modèle numérique a permis « d'analyser la séquence de construction après la reconstitution des pièces architecturales individuelles, et de réaliser les calculs des propriétés hydrostatiques ».

La troisième partie du dossier s'attache, par trois exemples, à montrer ce que peut apporter la valorisation de la recherche sous-marine. Ce sont « les nouveaux enjeux » de cette valorisation. Dans un cas, avec Emmanuel Nantet, le but a été de reprendre la célèbre question du gouvernail antique. Notre auteur montre qu'on ne peut pas le considérer de manière simplement négative, en le définissant comme un instrument très inférieur au gouvernail d'étambot, comme on l'a trop fait : les fouilles sous-marines amènent à la conclusion qu'il n'était nullement figé et surtout qu'on ne peut comprendre son fonctionnement et apprécier celui-ci que dans le cadre général du navire dont il n'est qu'un élément. Pour sa part, Gaëlle Dieulefet a étudié des sites de mouillage méditerranéens des xv<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> siècles car ils sont « les témoins des mouvements maritimes et des navires de passage », et sont plus particulièrement riches en céramiques. Non seulement les productions sont variées mais en outre elles permettent de découvrir, en plus des courants d'échanges, des pratiques culinaires et de préparation des aliments, ce qui débouche sur des approches très nouvelles. Encore plus spectaculaire est la recherche menée par Jerzy Gawronski sur l'*Amsterdam*, navire de la Compagnie hollandaise des Indes Orientales – ou VOC – qui s'échoua sur la côte anglaise, près d'Hastings, lors de son voyage inaugural, en 1749. L'article, d'un intérêt exceptionnel, dont une large partie se consacre à des aperçus méthodologiques essentiels, montre comment l'étude

de cette épave n'apporte pas seulement des données sur le navire lui-même mais sur sa cargaison, et par là sur « l'économie et la production urbaines » de la ville d'Amsterdam à cette époque. L'archéologie sous-marine permet ainsi de déboucher sur l'histoire économique, industrielle (la construction navale mais aussi les produits emportés) et même sociale du grand port hollandais, ce qui est fascinant. Une synthèse conclusive de Gérard Le Bouëdec permet de replacer l'ensemble dans son contexte et de mieux en apprécier la richesse.

12

Le caractère novateur du dossier qui expose les récentes avancées de l'archéologie sous-marine est prolongé aussi bien par l'ensemble du deuxième dossier – la présentation de leurs recherches par sept doctorants – que par les quatre articles de *Varia*. Deux des textes se rapportent encore à l'archéologie maritime, qu'il s'agisse de la transformation des littoraux de la pointe du Médoc de la fin du XVI<sup>e</sup> au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle (Pierre Caillousse), ou de l'étude des coquillages découverts en contexte archéologique entre Manche et Garonne (Laura Le Goff et Catherine Dupont). Mais nous en sommes très loin lorsqu'il s'agit du rôle de la Marine dans la réorganisation du renseignement américain après 1945 (Philippe Ramos), des possibilités offertes par l'utilisation des *U-Boot-Bunkers* construits par les Allemands dans les villes portuaires françaises de la côte atlantique et de l'évolution de celle-ci (Jean-Baptiste Blain), ou de la présence russe dans le Pacifique Sud sous Alexandre I<sup>er</sup> (Irina Tsitovitch-Kozlova), sans oublier le conflit franco-anglais à propos des boutres « tricolores » en mer d'Oman et dans le nord de l'océan Indien à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (Guillemette Crouzet). Les rapports avec la « Barbarie » au XVIII<sup>e</sup> siècle sont abordés par deux textes, l'un consacré aux conditions de vie, de l'autre côté de la Méditerranée, des employés de la Compagnie d'Afrique (Olivier Lopez), l'autre aux opérations militaires contre Tunis et Tripoli entre 1727 et 1729 (Pierre Le Bot). Nous restons au XVIII<sup>e</sup> siècle avec Claire Boër, qui analyse les conditions de vie des marins provençaux au XVIII<sup>e</sup> siècle, cependant qu'Antoine Rivault montre la complexité, au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, du rôle de gouverneur d'une province maritime, la Bretagne, à travers l'étude du duc d'Étampes qui occupa ce poste de 1543 à 1565. Enfin, Jean-Marie Kowalski met à profit le cinquantenaire de l'inauguration de la nouvelle École navale de Lanvéoc-Poulmic par le général de Gaulle pour nous exposer comment celle-ci a été décidée et construite.

Le numéro est complété, comme de coutume, par les comptes rendus que précèdent la position de thèse de Géraldine Barron-Fortier qui fait revivre la figure de l'amiral Pâris, centrale pour l'histoire de notre Marine nationale dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, et le rappel du souvenir de deux grandes figures de l'histoire maritime qui viennent de nous quitter, Jean Boudriot et Paul Butel.

II

**Présentation de leurs recherches par  
les doctorants en histoire maritime  
(Lorient, juin 2014)**



# LA MARINE AMÉRICAINE ET LA RÉORGANISATION DU RENSEIGNEMENT AU LENDEMAIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

*Raphaël Ramos*

*Doctorant en histoire militaire, Université Paul-Valéry Montpellier III  
(CRISES, EA 4424), allocataire du Ministère de la Défense*

L'expérience de la Seconde Guerre mondiale et ses conséquences géopolitiques ont rendu inéluctable une refonte de l'appareil de défense des États-Unis. Le président Harry S. Truman avait fait de cette réorganisation une de ses priorités : « Nous ne devons jamais plus mener une autre guerre de la même façon que les deux précédentes », aimait-il à rappeler à son conseiller Clark Clifford<sup>1</sup>. Initié dès la fin des hostilités, ce processus s'est matérialisé par le vote du *National Security Act*<sup>2</sup>. Promulguée le 26 juillet 1947, cette loi a créé la fonction de secrétaire à la Défense, une *Air Force* indépendante, un comité des chefs d'état-major (*Joint Chiefs of Staff*, JCS), une agence centrale de renseignement (*Central Intelligence Agency*, CIA) et un Conseil de la sécurité nationale (*National Security Council*, NSC). Les principales études consacrées à cette législation ont, avec une constance notable, mis en évidence l'influence de la Marine américaine sur cette réforme fondamentale<sup>3</sup>. Ses dirigeants sont en effet parvenus à empêcher l'unification voulue par la Maison Blanche, préservant ainsi leur autonomie. Jeffrey Barlow observe ainsi que le système établi par le *National Security Act* « reflétait nombre des préoccupations de la

- 1 Cité dans Clark Clifford, *Counsel to the President: A Memoir*, New York, Random House, 1991, p. 146.
- 2 *National Security Act of 1947*, Public Law 80-253, 80<sup>th</sup> Congress, 26 juillet 1947.
- 3 Demetrios Caraley, *The Politics of Military Unification: A Study of Conflict and the Policy Process*, New York, Columbia University Press, 1966; Robert J. Donovan, *Conflict and Crisis: The Presidency of Harry S. Truman, 1945-1948*, New York, Norton, 1977; Melvyn P. Leffler, *A Preponderance of Power: National Security, the Truman Administration, and the Cold War*, Stanford, Stanford University Press, 1992; Michael J. Hogan, *A Cross of Iron: Harry S. Truman and the Origins of the National Security State, 1945-1954*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000 (1998); Amy B. Zegart, *Flawed by Design: The Evolution of the CIA, JCS, and NSC*, Stanford, Stanford University Press, 1999; Douglas T. Stuart, *Creating the National Security State: A History of the Law that Transformed America*, Princeton, Princeton University Press, 2008; Jeffrey G. Barlow, *From Hot War to Cold: The U.S. Navy and National Security Affairs*, Stanford, Stanford University Press, 2009.

Marine à propos d'une organisation de défense de haut niveau<sup>4</sup> ». Pour Douglas Stuart, cette loi s'apparente à « une défaite majeure pour Harry Truman, George Marshall et les autres partisans d'une unification militaire complète<sup>5</sup> ».

Si la CIA fait partie des acronymes issus de cette réforme, le renseignement n'a occupé qu'une place marginale des débats autour du *National Security Act*<sup>6</sup>. Pour les principaux acteurs, civils comme militaires, la priorité était l'unification des forces armées. C'est sur ce point que se sont focalisées près de deux années de discussions, d'abord au sein de l'Exécutif, puis au Congrès. Toutefois, il serait inexact de déduire de ce relatif désintérêt que la question du renseignement a été négligée par l'administration Truman. C'est en effet entre 1945 et 1953 que cette pratique s'est imposée comme un outil indispensable pour le gouvernement américain. La création de la fonction de directeur du renseignement central (*Director of Central Intelligence*, DCI) en 1946, celles de la CIA en 1947 et de la *National Security Agency* (NSA) en 1952 constituent le socle de ce qui devint la communauté du renseignement<sup>7</sup>.

344

L'ampleur de la transformation des moyens de renseignement durant la présidence d'Harry Truman invite à s'intéresser à ce processus concomitant de la réorganisation des forces armées. La place jouée par les militaires dans la gestion du renseignement avant 1945 soulève la problématique de l'influence de la Marine dans les mutations initiées après guerre. Le positionnement élaboré par l'*US Navy* pour défendre son autonomie a-t-il fait l'objet d'une déclinaison dans le domaine du renseignement ? En d'autres termes, la force de conviction et de persuasion déployée par les dirigeants de la Marine dans le débat sur l'unification a-t-elle eu un impact sur la réforme du renseignement opérée simultanément par l'administration Truman ?

#### UN POSITIONNEMENT CONDITIONNÉ PAR LA QUESTION DE L'UNIFICATION

La question de l'unification des forces armées est antérieure à la Seconde Guerre mondiale. Après la Grande Guerre, la nécessité de réduire les dépenses militaires avait fait surgir l'idée d'une fusion entre l'Armée de terre et la Marine. En opposition à une proposition de loi du Congrès, le général Douglas

4 Barlow, *From Hot War to Cold...*, *op. cit.*, p. 94.

5 D. T. Stuart, *Creating the National Security State...*, *op. cit.*, p. 105.

6 Le renseignement n'occupe que 29 des 700 pages des comptes rendus d'auditions consacrées par la Chambre des représentants au *National Security Act*. Cela représente moins de 5 % des débats. – A. B. Zegart, *Flawed by design...*, *op. cit.*, p. 182.

7 L'expression est apparue pour la première fois dans la terminologie officielle en avril 1952 sous la forme de « communauté du renseignement fédérale ». Voir Ludwell Lee Montague, *General Walter Bedell Smith as Director of Central Intelligence: October 1950-February 1953*, University Park, Pennsylvania State University Press, 1992, p. 74.

MacArthur, alors chef d'état-major de l'Armée de terre, avait insisté sur les différences fondamentales entre la guerre sur terre et en mer qui rendaient toute unification impossible. Reflétant un consensus interarmées, le général avait invoqué des spécificités dans le domaine du commandement, de la formation ou de la logistique<sup>8</sup>. Ces particularités s'estompèrent en raison de progrès technologiques comme l'aviation qui changèrent progressivement la physionomie des opérations militaires. Parallèlement, l'expérience de la Seconde Guerre mondiale modifia la vision de certains responsables de l'Armée de terre. Elle convainquit notamment son chef d'état-major, le général George Marshall, des lacunes du système de l'époque en termes de coordination et de commandement. Pour y remédier, Marshall présenta en novembre 1943 un plan prévoyant la création, après les hostilités, d'un unique Département de la Défense qui rassemblerait les composantes terrestre, navale et aérienne<sup>9</sup>. Son homologue au sein de la Marine, l'amiral Ernest J. King, s'y opposa immédiatement. Ce dernier reçut le soutien de l'amiral William Leahy, chef d'état-major particulier du président Roosevelt, lui-même très attentif aux intérêts de l'*US Navy*<sup>10</sup>. En raison de sa dimension conflictuelle, le débat fut renvoyé à après la guerre<sup>11</sup>.

Cette opposition s'explique en premier lieu par un rapport de force défavorable, en termes d'effectifs, entre les composantes terrestre et navale des forces armées. En mai 1945, l'*US Army* comptait huit millions de personnels alors que l'*US Navy* en comptait moins de quatre millions<sup>12</sup>. Dans ces conditions, la Marine, qui avait jusqu'alors bénéficié d'une large autonomie et de la bienveillance de Roosevelt, considérait qu'une fusion avec l'Armée de terre s'opérerait à son détriment. Elle défendait le *statu quo* qui lui offrait, selon les observations de Demetrios Caraley, « son propre secrétaire qui traitait, au Congrès, avec des commissions et des sous-commissions budgétaires dédiées et présentait ensuite sa position au président<sup>13</sup> ».

8 Le général MacArthur s'est exprimé sur ce sujet devant la Commission des Dépenses de la Chambre des représentants (*House Committee on Expenditures in the Executive Departments*) en janvier 1932. – D. T. Stuart, *Creating the National Security State...*, *op. cit.*, p. 74.

9 *Ibid.*, p. 76-77, 81.

10 Franklin Roosevelt a exercé la fonction d'assistant secrétaire à la Marine de 1913 à 1920, ce qui a renforcé sa bienveillance à l'égard des forces navales. Comme l'a souligné l'historien Forrest Pogue, cet attachement non dissimulé a poussé le général Marshall à s'insurger : « Au moins, Monsieur le Président, arrêtez de parler de l'armée en disant "ils" et de la marine en disant "nous" ». – Forrest C. Pogue, « Roosevelt et Marshall : une étude des relations entre deux commandants », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 21<sup>e</sup> année, n° 82, avril 1971, p. 31.

11 M. J. Hogan, *A Cross of Iron...*, *op. cit.*, p. 31-32.

12 Stephen E. Ambrose, *Rise to Globalism: American Foreign Policy Since 1938, Fifth Revised Edition*, New York, Penguin Books, 1988 (1971), p. 79.

13 D. Caraley, *The Politics of Military Unification...*, *op. cit.*, p. 90-91.

La position de la Marine reflète également une tradition de commandement différente de celle de l'Armée de terre. Cette dernière s'appuyait sur une organisation caractérisée par une autorité centrale forte et une chaîne de commandement claire. La modernisation des structures de commandement de l'*US Army* remonte à 1903 avec la création d'un état-major et de la fonction de chef d'état-major pour superviser et contrôler l'ensemble de ses activités, de la formation à la logistique en passant par la planification. Cette aspiration centralisatrice, qui trouve ses origines dans les années 1880, s'était jusqu'alors heurtée à un sentiment antimilitariste exacerbé par la Guerre de Sécession. Elle s'imposa au début du xx<sup>e</sup> siècle, grâce au soutien du président Theodore Roosevelt<sup>14</sup>. Ce mouvement s'accrut durant la Seconde Guerre mondiale avec la réorganisation opérée par le général Marshall en mars 1942<sup>15</sup>. Ces différents éléments conditionnèrent la position défendue par l'Armée de terre lors des débats sur l'unification lancés après la fin des hostilités en Europe et dans le Pacifique.

346

À l'inverse, la Marine se caractérisait par un fonctionnement décentralisé qui offrait une large autonomie à ses différentes composantes. Néanmoins, en tant que première ligne de défense, la force navale des États-Unis se devait d'être réactive. À la centralisation, elle avait préféré un système plus souple reposant sur la coordination. C'est ainsi que fut créée, en 1900, le *General Board*. Rassemblant les principaux officiers de la *Navy*, sa mission était d'assurer « une préparation adaptée de la flotte en cas de guerre et pour la défense navale des côtes<sup>16</sup> ». Le poste de chef des opérations navales (*Chief of Naval Operations*, CNO), équivalent du chef d'état-major de l'Armée de terre, ne fut créé qu'en 1915. Le CNO disposait toutefois de pouvoirs plus limités que ceux de son homologue, illustration de la vivacité des réticences à tout mouvement centralisateur<sup>17</sup>. Il fallut attendre le 12 mars 1942 pour que le président Roosevelt prenne l'initiative d'unifier le commandement de la Marine par le biais d'une fusion de la fonction de CNO avec celle de commandant en chef de la flotte des États-Unis (*Commander-in-Chief, U.S. Fleet*, COMINCH). La combinaison du pouvoir administratif du CNO et des prérogatives opérationnelles du COMINCH donna à l'amiral King, titulaire de ce nouveau poste, une autorité sans précédent au sein de

14 Brian Waddell, *Toward the National Security State: Civil-Military Relations During World War II*, Westport, Praeger Security International, 2008, p. 4-6.

15 James E. Hewes Jr., *From Root to McNamara: Army Organization and Administration, 1900-1963*, Washington D.C., United States Army, Center of Military History, 1975, p. 67-76.

16 Ordre no. 544 du Département de la Marine daté du 13 mars 1900, [En ligne : <https://www.history.navy.mil/content/history/nhhc/research/library/online-reading-room/title-list-alphabetically/g/general-orders/general-order-no-544-1900-establishment-general-board.html>]. Consulté le 2 septembre 2014.

17 B. Waddell, *Toward the National Security State...*, op. cit., p. 7-8.

l'*US Navy*<sup>18</sup>. En dépit de cette centralisation tardive, la Marine défendit, dans le cadre des discussions sur la réorganisation de l'appareil de défense, un mode de fonctionnement privilégiant la collégialité et la coordination.

L'opposition de ces deux traditions organisationnelles façonna le débat d'après guerre sur la réorganisation des forces armées. Elle contribua largement à sa dimension passionnelle car, comme l'a souligné l'historien Michael Hogan, ces deux conceptions antagonistes faisaient écho à des fondements de la démocratie américaine. L'une s'appuyait sur une concentration du pouvoir au sein d'un exécutif fort. L'autre reposait sur une division du pouvoir par le biais d'un système de poids et contrepois<sup>19</sup>. Cela explique notamment les déclarations d'officiers de la *Navy* qui insistèrent sur les vertus démocratiques d'une gestion décentralisée des forces armées. Certains allèrent même jusqu'à comparer le fonctionnement prôné par l'Armée de terre à celui de l'Allemagne pendant la guerre<sup>20</sup>.

#### LE RENSEIGNEMENT AU CŒUR DU CONCEPT DE SÉCURITÉ NATIONALE

L'idée d'une unification des forces armées au sein d'un unique Département de la Défense n'était pas uniquement défendue par l'Armée de terre. En août 1944, le sénateur Truman, alors candidat à la vice-présidence, avait soutenu ce projet dans une tribune au titre sans équivoque : « *Our Armed Forces Must Be Unified*<sup>21</sup> ». Outre son expérience de soldat pendant la Première Guerre mondiale et un intérêt pour les affaires militaires, sa conviction reposait sur son travail à la tête d'une commission sénatoriale chargée d'étudier les conditions d'attribution des contrats militaires. Formée en 1941, cette « Commission Truman » attira l'attention du futur chef de l'État sur la nécessité pour les militaires de gérer leur budget de façon beaucoup plus rigoureuse<sup>22</sup>.

Pour défendre les intérêts de son département face à la menace d'une alliance entre l'*US Army* et la Maison Blanche, le secrétaire à la Marine, James Forrestal, prépara une contre-proposition. Il chargea son ami, le banquier d'affaires Ferdinand Eberstadt, d'élaborer une alternative aux positions défendues par les généraux Marshall, Eisenhower et Bradley. Le 25 septembre 1945, Eberstadt remit son rapport, rédigé avec l'aide d'officiers de réserve de la *Navy*. Sans surprise, il dénonçait l'unification comme un concept attrayant « sur le papier » auquel

18 J. G. Barlow, *From Hot War to the Cold...*, op. cit., p. 17-18.

19 M. J. Hogan, *A Cross of Iron...*, op. cit., p. 23-24.

20 *Ibid.*, p. 35.

21 Harry S. Truman, « Our Armed Forces Must Be Unified », *Collier's Weekly*, 26 août 1944.

22 Sur les activités de la Commission Truman, officiellement dénommée « *Senate Special Committee to Investigate the National Defense Program* », voir notamment Alonzo L. Hamby, *Man of the People: A Life of Harry S. Truman*, New York, Oxford University Press, p. 248-260.

il opposait un « système coordonné », « mieux adapté aux principes de notre Constitution, nos coutumes et nos traditions ». L'idée d'un unique Département de la Défense était écartée au profit de trois départements – Guerre, Marine, Air – liés par des mécanismes de coordination « solides<sup>23</sup> ». En outre, Eberstadt insistait – c'est la contribution majeure de cette étude – sur la nécessité de procéder à une réforme dépassant le simple cadre de l'appareil militaire. Le rapport préconisait un « remaniement complet de notre organisation gouvernementale destiné à servir la sécurité nationale à la lumière de notre nouvelle puissance et position dans le monde, de nos nouveaux engagements internationaux, des risques et des nouvelles découvertes scientifiques de l'époque<sup>24</sup> ». Il proposait ainsi la création d'un Conseil de la sécurité nationale (NSC), présenté comme « la clé de voûte de notre structure organisationnelle<sup>25</sup> ».

348

Le dispositif conçu par Ferdinand Eberstadt accordait également une place importante au renseignement. Fidèle à la ligne du Département de la Marine, il excluait toute fusion des moyens gouvernementaux. L'auteur reconnaissait toutefois la nécessité de disposer d'une synthèse du renseignement à un niveau stratégique pour éclairer les décisions du NSC. Il recommandait ainsi la création d'une agence baptisée *Central Intelligence Agency*, subordonnée au NSC. Elle serait responsable des activités de « compilation, analyse, évaluation et diffusion » du renseignement. La collecte demeurerait une prérogative des départements. Une telle architecture était présentée dans le rapport comme « impérative » pour offrir une vision complète d'une situation internationale qui pèsera sur les « politiques étrangère et militaire » du gouvernement<sup>26</sup>.

En dépit de son apport conceptuel majeur, le rapport Eberstadt eut, à l'automne 1945, un impact limité. Il convainquit le secrétaire à la Marine mais n'engendra pas d'inflexion de la position du président Truman. Le 19 décembre 1945, ce dernier adressa un message au Congrès recommandant la création d'un « Département de la Défense nationale » qui rassemblerait les composantes terrestre, navale et aérienne des forces armées. Il suggéra également la création d'un poste de chef d'état-major, supervisant les commandants des trois armées, pour conseiller le président et le responsable civil du nouveau département<sup>27</sup>. À aucun moment, il ne fit allusion au NSC ni même à une quelconque instance de coordination des politiques militaire et étrangère. La position d'Eberstadt sur le renseignement, présenté comme un instrument essentiel de la politique

23 Cité dans D.T. Stuart, *Creating the National Security State...*, op. cit., p. 88-89.

24 *Ibid.*, p. 112.

25 *Ibid.*, p. 121.

26 David F. Rudgers, *Creating the Secret State: The Origins of the Central Intelligence Agency, 1943-1947*, Lawrence, University Press of Kansas, 2000, p. 96.

27 Harry S. Truman, *Memoirs: Years of Trial and Hope*, vol. 2, Garden City, Doubleday, 1956, p. 49-50.

de sécurité nationale, ne fut pas non plus retenue par Truman. Le 22 janvier 1946, le président créa la fonction de directeur du renseignement central et le *Central Intelligence Group* (CIG). Malgré son titre, le DCI ne disposait d'aucune autorité sur les agences de renseignement départementales. Pis, il dépendait de leurs ressources humaines et budgétaires pour faire fonctionner le modeste CIG<sup>28</sup>. Néanmoins, les choix présidentiels dans ce domaine ne suscitèrent pas de contestation.

En revanche, le cadre tracé pour la réorganisation des forces armées engendra de vives protestations de la part de la Marine. La fronde menée par James Forrestal, soutenu par ses alliés du Congrès, poussa Truman à revoir sa stratégie. En mai 1946, il chargea ainsi Forrestal et son homologue du Département de la Guerre, Robert Patterson, d'élaborer un compromis. Les deux hommes parvinrent à s'entendre sur quelques mesures consensuelles, dont la nécessité d'établir un Conseil de la sécurité nationale<sup>29</sup>. Cet accord ne marqua pas la fin des négociations qui se prolongèrent jusqu'au début de l'année 1947. Néanmoins, il constituait une victoire notable pour la Marine qui, par l'intermédiaire du NSC, imposa la collégialité comme un des principes fondateurs de la réforme. Par ailleurs, la création du NSC induisait, comme l'avait démontré Ferdinand Eberstadt, la présence d'un organe capable de centraliser les informations destinées à alimenter ce conseil.

Parallèlement, le système incarné par le DCI et le CIG montra rapidement ses limites. Les deux premiers DCI, le contre-amiral Sidney Souers et le général Hoyt Vandenberg<sup>30</sup>, firent l'amère expérience de leur déficit d'autorité. Ils peinèrent en effet à s'imposer face aux départements et œuvrèrent, chacun selon son tempérament, pour obtenir une plus grande marge de manœuvre, notamment dans le domaine budgétaire. Dans ce contexte, la dégradation des relations avec l'Union soviétique acheva de convaincre Truman de la nécessité de faire évoluer l'appareil de renseignement mis en place en janvier 1946. Alors que le général Vandenberg insistait auprès de la Maison Blanche pour que le Congrès avalise la création d'une agence de renseignement indépendante, le système conçu par Eberstadt s'imposa progressivement dans les négociations entre l'Armée de terre et la Marine. Le glissement du débat, de l'unification vers la notion plus large de sécurité nationale, permit à Truman de traiter la question du renseignement par l'intermédiaire du *National Security Act*. Si la CIA, créée

28 Directive présidentielle sur la coordination des activités de renseignement extérieur datée du 22 janvier 1946. Reproduite in *Foreign Relations of the United States, 1945-1950, Emergence of the Intelligence Establishment*, Washington D.C., US Government Printing Office, 1996, p. 178-179.

29 A. B. Zegart, *Flawed by Design...*, op. cit., p. 66-67.

30 Le contre-amiral Souers exerça la fonction de DCI du 23 janvier 1946 au 10 juin 1946. Le général Vandenberg lui succéda, jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1947.

en 1947, ressemblait fortement au CIG, son inclusion dans l'appareil de sécurité nationale incarné par le NSC témoigne de l'influence de la *Navy* sur la réorganisation du renseignement au lendemain de la guerre.

Le principe de collégialité prôné de longue date par la Marine s'imposa également dans la gestion de la CIA. Le DCI dut en effet composer avec les responsables départementaux du renseignement, qui formaient l'*Intelligence Advisory Committee* (IAC). La faiblesse institutionnelle du DCI et la capacité d'obstruction des membres de l'IAC entravèrent le développement de la CIA entre 1947 et 1950. Dès 1948, une étude commanditée par le NSC identifia d'ailleurs ce déficit de *leadership* comme un problème majeur pour les capacités de renseignement des États-Unis<sup>31</sup>.

#### LA MARINE BLOQUE TOUTE FUSION DES MOYENS DE RENSEIGNEMENT ELECTROMAGNÉTIQUE

350

Outre le renseignement stratégique, la période de l'après-guerre souleva également la question de l'avenir du renseignement d'origine électromagnétique (*signals intelligence*, SIGINT). Cette activité, qui comprenait l'interception et le décryptage des communications étrangères, avait en effet contribué de façon décisive à la victoire alliée sur l'Allemagne et le Japon. Elle avait également permis aux États-Unis de se positionner à l'avant-garde dans une des disciplines du renseignement, domaine dans lequel ils avaient pourtant accumulé un retard considérable par rapport aux États européens. L'expertise américaine s'était cependant construite dans la douleur. Le traitement du SIGINT avait en effet exacerbé la rivalité institutionnelle existant entre l'Armée de terre et la Marine, à l'étonnement de leurs homologues britanniques<sup>32</sup>. Le déroulement du conflit favorisa toutefois un rapprochement entre l'*Army* et la *Navy*. En mai 1944, elles s'accordèrent sur la création d'un organe informel de coordination : l'*Army-Navy Communication Intelligence Coordinating Committee* (ANCICC). Avant la fin des hostilités, les militaires décidèrent de pérenniser ce mécanisme en instituant l'*Army-Navy Communication Intelligence Board* (ANCIB) – qui rassemblerait les principaux responsables militaires du SIGINT<sup>33</sup>.

31 L. L. Montague, *General Walter Bedell Smith...*, *op. cit.*, p. 43.

32 L'Armée de terre et la Marine établirent des accords de coopération distincts avec l'agence britannique en charge du renseignement électromagnétique, le *Government Code and Cipher School* (GC&CS). Ils atteignirent ainsi un niveau de coopération plus élevé avec les Britanniques qu'entre eux. Voir notamment Stephen Budianski, « The Difficult Beginnings of US-British Codebreaking Cooperation », dans David Stafford, Rhodri Jeffreys-Jones (dir.), *American-British-Canadian Intelligence Relations 1939-2000*, Ilford, Frank Cass Publishers, 2000, p. 49-73.

33 Thomas L. Burns, *The Origins of the National Security Agency 1940-1952*, Fort Meade, National Security Agency, Center for Cryptologic History, 1990, p. 19-20.

La démobilisation soudaine qui suivit la fin des combats apparut comme une menace sérieuse pour les capacités de renseignement électromagnétique du gouvernement américain. Quelques jours après la reddition nipponne, le secrétaire d'État James Byrnes alerta Henry Stimson, son homologue du Département de la Guerre. Il lui fit part de ses inquiétudes face à la perspective d'une diminution de l'« ampleur » des activités cryptanalytiques, dont la « grande valeur » démontrée durant le conflit promettait de croître pour les « problèmes d'après-guerre<sup>34</sup> ». Le 12 septembre 1945, Byrnes, Stimson et le secrétaire à la Marine James Forrestal en appelèrent à la Maison Blanche. Dans un mémorandum, les trois responsables insistèrent sur la « contribution remarquable » du partenariat cryptanalytique américano-britannique et demandèrent à ce qu'il soit formalisé et pérennisé<sup>35</sup>. Immédiatement, le président Truman accéda à leur requête en autorisant l'Armée de terre et la Marine à négocier la poursuite de la collaboration avec les Britanniques<sup>36</sup>. Cette décision est notable car elle ouvre la voie à une alliance en temps de paix entre Washington et Londres. Mais surtout, elle marque l'émancipation du SIGINT du reste du renseignement. La prompte intervention de Truman apparaît en effet comme un gage de pérennisation contrastant avec l'incertitude qui entourait la question du renseignement stratégique. De plus, elle offre aux militaires une certaine liberté dans la gestion de ces activités et permet ainsi d'en faire leur domaine réservé.

La latitude accordée aux militaires au sujet du SIGINT engendra de vives négociations, mettant en opposition des points de vue dérivés des positions de l'Armée de terre et de la Marine sur l'unification. Ainsi, dès le mois d'août 1945, le général Marshall sollicite son homologue de la Marine, l'amiral King, pour accentuer le rapprochement interarmées initié par la création de l'ANCICC et de l'ANCIB. Il suggéra de confier à l'ANCIB le soin d'évaluer l'opportunité de rassembler sous une direction commune les fonctions d'interception et d'analyse du SIGINT des forces armées<sup>37</sup>. Il expliqua plus tard sa position et appela à la création d'une agence interarmées qui était, selon lui, la « meilleure solution » pour accroître l'efficacité du renseignement électromagnétique dans un contexte

34 Lettre de James F. Byrnes à Henry Stimson datée du 17 août 1945. Extrait de la collection *National Security Agency: Organization and Operations, 1945-2009*, publiée en 2009 par *Digital National Security Archive* (désormais DNSA, NSA, 1945-2009), document 55.

35 Mémorandum des secrétaires d'État, à la Guerre et à la Marine au président Truman daté du 12 septembre 1945. DNSA, NSA, 1945-2009, document 73.

36 Mémorandum du président Truman aux secrétaires d'État, à la Guerre et à la Marine daté du 12 septembre 1945. Ce document est reproduit dans un mémorandum de l'amiral King daté du 17 septembre 1945. DNSA, NSA, 1945-2009, document 77.

37 Mémorandum du général Marshall à l'amiral King daté du 18 août 1945. DNSA, NSA, 1945-2009, document 56.

de restrictions budgétaires. Pour déjouer la méfiance de ses interlocuteurs, le général expliqua que cette structure pourrait rassembler l'ensemble des activités de renseignement des forces armées et ainsi « résoudre l'ensemble du problème de l'organisation du renseignement de l'Armée de terre et de la Marine ». Il ajouta que cette nouvelle agence fournirait aux militaires une « base saine » pour collaborer avec le Département d'État<sup>38</sup>.

352

L'argumentation de Marshall reflétait la ligne défendue par le Département de la Guerre sur la question de l'unification. Ses dirigeants considéraient en effet que le degré d'intégration le plus élevé était un gage d'efficacité et d'économie, et qu'il servait les intérêts militaires dans l'optique d'un éventuel rapport de force avec les civils. Sans surprise, elle se heurta donc à l'opposition de la Marine qui privilégiait la coordination à la fusion. L'amiral King rejeta la proposition du général Marshall. Il lui rappela que « le contrôle total et indépendant par la Marine de la production, de l'évaluation et de la diffusion du renseignement naval opérationnel » était essentiel<sup>39</sup>. Si King était prêt à faire des concessions sur la forme, une véritable fusion des moyens du SIGINT demeurait inenvisageable pour la *Navy*. Confronté à cette impasse, le général Dwight Eisenhower, qui avait succédé à Marshall à la tête de l'Armée de terre, proposa un « nouveau départ » au début de l'année 1946. Eisenhower et l'amiral Chester Nimitz, le nouveau chef des opérations navales, s'accordèrent ainsi pour que la question de l'intégration du SIGINT soit tranchée par l'ANCIB<sup>40</sup>. Cette décision était capitale car elle permettait aux militaires d'asseoir leur domination sur le SIGINT alors que la question du renseignement stratégique était, au même moment, l'objet d'un débat impliquant l'ensemble de l'administration Truman.

Dans ce contexte, la Marine prit l'initiative afin de fixer des limites à la coopération interarmées. Elle proposa de modifier le système de gestion du SIGINT pour y inclure le poste de coordinateur des opérations interarmées (*Coordinator of Joint Operations*, CJO). Il serait chargé de procéder à la répartition, entre les agences militaires, des tâches d'interception et de traitement des communications dont la responsabilité était partagée par les forces armées<sup>41</sup>. À l'image du DCI, la fonction de CJO permettrait d'apporter une réponse aux

38 Mémoire du général Marshall à l'amiral King daté du 10 octobre 1945. DNSA, NSA, 1945-2009, document 90.

39 Mémoire du général Marshall à l'amiral King daté du 2 octobre 1945. DNSA, NSA, 1945-2009, document 84.

40 Mémoire du général Eisenhower à l'amiral Nimitz daté du 2 janvier 1946. DNSA, NSA, 1945-2009, document 148. Mémoire de l'amiral Nimitz au général Eisenhower daté du 4 janvier 1946. DNSA, NSA, 1945-2009, document 152.

41 Mémoire du capitaine Wenger daté du 29 janvier 1946. DNSA, NSA, 1945-2009, document 161. Mémoire de l'OP-20-G daté du 15 février 1946. DNSA, NSA, 1945-2009, document 166.

demandes de centralisation ou de fusion tout en préservant l'autonomie des départements. Si cette suggestion servait de manière évidente les intérêts de la Marine, l'Armée de terre sembla s'en satisfaire<sup>42</sup>. Le premier CJO, choisi au sein de l'*US Army*, entra en fonction le 1<sup>er</sup> mai 1946<sup>43</sup>. Néanmoins, ce compromis montra rapidement ses limites : l'incapacité du CJO à établir des priorités et à les imposer aux différents acteurs apparut comme un problème majeur<sup>44</sup>. Cette situation engendra de vives discussions au début de l'année 1947. Malgré l'implication du directeur du renseignement central, l'Armée de terre et la Marine ne parvinrent pas à surmonter leurs divergences d'interprétation sur le périmètre d'action du CJO. Le 3 juin 1947, ils décidèrent de conserver le système intact car il avait engendré des « progrès très satisfaisants<sup>45</sup> ». Ils s'accordèrent sur une vision *a minima* de la fonction de CJO, préférant éviter de raviver les tensions interarmées liées à la loi d'unification en passe d'être votée.

Cette nouvelle victoire de la Marine, qui était parvenue à imposer sa conception de la coopération interarmées, empêcha toute rationalisation des activités de renseignement électromagnétique. Cela se révéla particulièrement inopportun dans un contexte de réduction budgétaire. Selon un rapport interne de l'été 1947, le renseignement du Département de la Guerre sur l'Union soviétique et ses satellites était particulièrement lacunaire. Alors que le rapport loue l'utilité du SIGINT, il dénonce l'inadaptation des moyens du département, jugés « trop ouverts » pour être efficaces dans un État policier<sup>46</sup>. Les conséquences de la stagnation du renseignement électromagnétique américain se manifestèrent de façon spectaculaire lors du déclenchement de la guerre de Corée. Les différentes agences furent surprises par l'attaque nord-coréenne du 25 juin 1950 car cette cible avait été négligée par manque de moyens. Ainsi, les deux civils chargés de la péninsule coréenne travaillaient la plupart du temps pour la section chargée de la Chine. Ils ne possédaient pas de dictionnaire de coréen, de machine à écrire avec des caractères coréens,

42 Minutes d'une réunion STANCIB-STANCICC du 15 février 1946. Document déclassifié en 2010 et publié par la *National Security Agency* (NSA) sur son site Internet dans le cadre de la collection *UKUSA Agreement Release, 1940-1956*, [En ligne : [https://www.nsa.gov/Portals/70/documents/news-features/declassified-documents/ukusa/STANCIB\\_STANCICC\\_15feb46.pdf](https://www.nsa.gov/Portals/70/documents/news-features/declassified-documents/ukusa/STANCIB_STANCICC_15feb46.pdf). Consulté le 23 mars 2020].

43 Le général Harold Hayes, qui dirigeait l'agence de renseignement électromagnétique de l'Armée de terre, l'*Army Security Agency* (ASA), fut le premier CJO. Voir T. L. Burns, *The Origins of the National Security Agency 1940-1952*, *op. cit.*, p. 38.

44 Minutes de la 33<sup>e</sup> réunion de l'USCICC du 11 septembre 1946. DNSA, NSA, 1945-2009, document 196. Mémoire du capitaine Wenger au colonel Hayes daté du 24 octobre 1946. DNSA, NSA, 1945-2009, document 202.

45 Mémoire du secrétariat de l'USCIB aux membres de l'USCIB daté du 3 juin 1947. DNSA, NSA, 1945-2009, document 227.

46 Rapport du *War Department Policies and Programs Review Board* daté du 11 août 1947. DNSA, NSA, 1945-2009, document 230.

ni de connaissances sur les capacités militaires du pays. Il n'y avait pas eu d'efforts sérieux pour intercepter des données en provenance de Corée du Nord depuis 1946<sup>47</sup>.

354

L'examen de la réorganisation des activités de renseignement du gouvernement américain opérée entre 1945 et 1947 fait apparaître de façon manifeste l'influence de l'*US Navy*. Cette influence a pu être une conséquence indirecte de la position de la Marine dans le débat sur l'unification. Ainsi, la CIA s'est-elle imposée comme un des éléments centraux du dispositif conçu par Ferdinand Eberstadt et instauré par le *National Security Act*. La création d'une agence centrale de renseignement ne figurait pourtant pas parmi les revendications principales de James Forrestal et des amiraux. En promouvant des mécanismes interdépartementaux comme le NSC et la CIA, leur objectif premier était la sauvegarde de l'indépendance de leur département. Néanmoins, force est de constater que, dans ce cas, le niveau de réflexion particulièrement avancé de la Marine a profité à l'ensemble de l'appareil de sécurité des États-Unis. L'influence de la *Navy* sur la réorganisation du renseignement électromagnétique est encore plus évidente : ses responsables se sont en effet efforcés de protéger leur autonomie dans ce domaine réservé des forces armées. Pour cela, ils se sont opposés aux projets de fusion et de mutualisation initiés par l'Armée de terre. Dans le contexte de la démobilisation, l'obstruction pratiquée par la Marine dans le domaine du SIGINT s'est révélée préjudiciable pour les capacités de renseignement du gouvernement américain.

L'appareil de sécurité nationale en place en 1947 donne la primauté à la coordination, principe organisationnel défendu traditionnellement par la Marine américaine. Dans les domaines du renseignement stratégique, du renseignement électromagnétique, et de la gestion des forces armées, une part du pouvoir décisionnel a été confiée à des comités interdépartementaux plutôt qu'à des organes centralisés autonomes<sup>48</sup>. Il est d'ailleurs important de préciser que l'évolution de ces structures est intervenue consécutivement à une inflexion majeure de la position du principal défenseur de l'indépendance de

47 Matthew M. Aid, *The Secret Sentry: The Untold History of the National Security Agency*, New York, Bloomsbury Press, 2009, p. 25-26.

48 Le *National Security Act* de 1947 n'a pas créé de Département de la Défense. Il a créé la fonction de secrétaire à la Défense qui disposait d'une autorité limitée sur les trois départements (Armée de terre, Marine et Force aérienne). De même, le directeur de la CIA devait composer avec un Comité consultatif du renseignement (*Intelligence Advisory Committee*, IAC) qui rassemblait les responsables départementaux du renseignement. Enfin, dans le domaine du SIGINT, le pouvoir décisionnel était exercé par un forum dominé par les militaires, la *United States Communication Intelligence Board* (USCIB), qui avait remplacé l'ANCIB.

la Marine, James Forrestal. Dans le courant de l'année 1948, l'ancien secrétaire à la Marine fit l'expérience, en tant que secrétaire à la Défense, des limites de ce fonctionnement collégial qui reposait sur la bonne volonté des différents acteurs. Forrestal prit alors ses distances avec ses anciens alliés et devint, comme l'a souligné Douglas Stuart, « plus réceptif aux arguments de l'Armée de terre en faveur d'un processus décisionnel centralisé<sup>49</sup> ». Ce revirement engendra une série d'amendements qui renforcèrent l'unification par le biais de la création du Département de la Défense en 1949. Cette réorganisation permit la création, le 20 mai 1949, d'une agence interarmées chargée du SIGINT, l'*Armed Forces Security Agency* (AFSA), qui devint la NSA en 1952. Ce mouvement centralisateur affecta également la gestion du renseignement stratégique en octroyant, à partir de 1950, une plus grande autonomie au DCI.

Si l'influence de la position défendue par la Marine s'est progressivement étiolée, ce fonctionnement décentralisé eut un effet durable sur l'appareil de renseignement. En permettant à chaque acteur bureaucratique d'ériger des barrières pour protéger ses propres intérêts, cette collégialité a favorisé la constitution d'une communauté du renseignement cloisonnée. Cette singularité s'est perpétuée durant toute la Guerre froide, jusqu'aux attentats du 11 septembre 2001. Malgré les réformes structurelles entreprises depuis, cette spécificité demeure un défi organisationnel majeur pour les responsables de l'administration américaine en charge de la sécurité nationale.

---

49 D. T. Stuart, *Creating the National Security State*, *op. cit.*, p. 191.



## HISTOIRE MARITIME

collection dirigée par Olivier Chaline

Vous pouvez retrouver à tout moment l'ensemble des ouvrages  
parus dans la collection « Histoire maritime »  
sur le site internet de Sorbonne Université Presses :

<https://sup.sorbonne-universite.fr/>

*La Real Armada*

*La Marine des Bourbons d'Espagne au XVIII<sup>e</sup> siècle*

Olivier Chaline & Augustin Guimerá Ravina

*Les Marines de la guerre d'Indépendance américaine*

1763-1783

tome I. *L'Instrument naval*

tome II. *L'Opérationnel naval*

Olivier Chaline, Philippe Bonnichon & Charles-Philippe de Vergennes (dir.)

*La Maritimisation du monde*

*de la préhistoire à nos jours*

GIS d'histoire maritime

*L'Approvisionnement des villes portuaires en Europe*

*du XVI<sup>e</sup> siècle à nos jours*

Caroline Le Mao & Philippe Meyzie (dir.)

*La Naissance d'une thaloassociatie*

*Les Pays-Bas et la mer à l'aube du Siècle d'or*

Louis Sicking

*La Piraterie au fil de l'histoire*

*Un défi pour l'État*

Michèle Battesti (dir.)

*Le Voyage aux terres australes du commandant Nicolas Baudin*

*Genèse et préambule*

1798-1800

Michel Jangoux

*Les Ports du golfe de Gascogne*

*De Concarneau à la Corogne*

XV<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup>

Alexandre Fernandez & Bruno Marnot (dir.)

*Les Grands Ports de commerce français et la mondialisation*

*au XIX<sup>e</sup> siècle*

Bruno Marnot

*Les Huguenots et l'Atlantique*  
*Pour Dieu, la Cause ou les Affaires*  
Mickaël Augeron, Didier Poton et Bertrand van Ruymbeke (dir.)  
Préface de Jean-Pierre Poussou

*Négociants et marchands de Bordeaux*  
*De la guerre d'Amérique à la Restauration*  
1780-1830

Philippe Gardey  
Préface de Jean-Pierre Poussou

*La Compagnie du Canal de Suez*  
*Une concession française en Égypte*  
1888-1956

Caroline Piquet

*Les Villes balnéaires d'Europe occidentale*  
*du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours*  
Yves Perret-Gentil, Alain Lottin & Jean-Pierre Poussou (dir.)

*La France et l'Indépendance américaine*  
Olivier Chaline, Philippe Bonnichon & Charles-Philippe de Vergennes (dir.)

*Les Messageries maritimes*  
*L'essor d'une grande compagnie de navigation française*  
1851-1894

Marie-Françoise Berneron-Couvenhes

*Canadiens en Guyane*  
1745-1805

Robert Larin

Prix de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer, 2006

*La Mer, la France et l'Amérique latine*  
Christian Buchet & Michel Vergé-Franceschi (dir.)

*Sous la mer*  
*Le sixième continent*  
Christian Buchet (dir.)

*Les Galères au musée de la Marine*  
*Voyage à travers le monde particulier des galères*  
Renée Burlet

*La Grande Maîtresse, nef de François I<sup>er</sup>*  
*Recherches et documents d'archives*  
Max Guérout & Bernard Liou

*À la mer comme au ciel*  
*Beautemps-Beaupré et la naissance de l'hydrographie moderne*  
*L'émergence de la précision en navigation et dans la cartographie marine*

1700-1850

Olivier Chapuis

Prix de l'Académie de marine, 2000

Grand prix de la Mer décerné par l'association  
des écrivains de langue française, 2000

*Les Marines de guerre européennes*

XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles

Martine Acerra, José Merino & Jean Meyer (dir.)

*Six millénaires d'histoire des ancres*

Jacques Gay

*Coligny, les protestants et la mer*

1558-1626

Martine Acerra & Guy Martinière (dir.)

« BIBLIOTHÈQUE DE LA REVUE D'HISTOIRE MARITIME »

*La Vie et les travaux du chevalier Jean-Charles de Borda (1733-1799).*

*Épisode de la vie scientifique du XVII<sup>e</sup> siècle*

Jean Mascart

# REVUE D'HISTOIRE MARITIME

Dirigée par Olivier Chaline & Sylviane Llinares

28. *Sortir de la guerre sur mer*
27. *Mer et techniques*
26. *Financer l'entreprise maritime*
25. *Le Navire à la mer*
24. *Gestion et exploitation des ressources marines de l'époque moderne à nos jours*
  - 22-23. *L'Économie de la guerre navale, de l'Antiquité au XX<sup>e</sup> siècle*
  21. *Les Nouveaux Enjeux de l'archéologie sous-marine*
20. *La Marine nationale et la première guerre mondiale : une histoire à redécouvrir*
19. *Les Amirautés en France et outre-mer du Moyen Âge au début du XIX<sup>e</sup> siècle*
18. *Travail et travailleurs maritimes (XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle). Du métier aux représentations*
  17. *Course, piraterie et économies littorales (XV<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle)*
  16. *La Puissance navale*
  15. *Pêches et pêcheries en Europe occidentale du Moyen Âge à nos jours*
  14. *Marine, État et Politique*
  13. *La Méditerranée dans les circulations atlantiques au XVIII<sup>e</sup> siècle*
  12. *Stratégies navales : l'exemple de l'océan Indien et le rôle des amiraux*
  - 10-11. *La Recherche internationale en histoire maritime : essai d'évaluation*
  9. *Risque, sécurité et sécurisation maritimes depuis le Moyen Âge*
  8. *Histoire du cabotage européen aux XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles*
  7. *Les Constructions navales dans l'histoire*
  6. *Les Français dans le Pacifique*
  5. *La Marine marchande française de 1850 à 2000*
  4. *Rivalités maritimes européennes (XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle)*
  - 2-3. *L'Histoire maritime à l'Époque moderne*
  1. *La Percée de l'Europe sur les océans vers 1690-vers 1790*



revue dirigée par

Olivier Chaline, Gérard Le Bouëdec & Jean-Pierre Poussou

## *Les nouveaux enjeux de l'archéologie sous-marine*

Ce numéro, très richement illustré, présente un dossier intitulé « Les nouveaux enjeux de l'archéologie maritime », dont les découvertes apportent beaucoup : comment, par exemple, ne pas être sensible aux conséquences du débarquement allié de 1944 ? C'est une discipline très proche de l'histoire par ses centres d'intérêt mais également très différente par ses démarches et parfois par son vocabulaire : un glossaire d'archéologie marine et sous-marine très fourni figure donc dans ce numéro.

Ce dossier est d'abord centré sur « les nouvelles problématiques de la recherche archéologique sous-marine », autour de l'étude des changements côtiers d'un côté, de la prospection et de l'étude des épaves à grande profondeur de l'autre. À partir du chantier-laboratoire du vaisseau *La Lune*, qui appartenait à la première Marine de Louis XIV, Michel L'Hour retrace les étapes de la conquête des abysses par les archéologues sous-marins français. Les technologies utilisées sont étudiées plus en détail dans la seconde partie du dossier, notamment la photogrammétrie numérique, la réalisation des modèles numériques et plus généralement toutes les possibilités apportées par l'informatique. Enfin, le dossier s'attache à montrer ce que peut apporter la valorisation de la recherche sous-marine, notamment grâce à une recherche aux résultats spectaculaires de Jerzy Gawronski, qui étudie la cargaison et les structures de l'*Amsterdam*, vaisseau hollandais qui s'échoua en 1749 ; ses recherches débouchent en effet sur l'économie et « la production urbaine » de la ville d'Amsterdam à cette époque.

Le caractère novateur du dossier est tout aussi évident grâce aux présentations de leurs recherches par sept doctorants, dont les thèses sont en cours, et par le contenu des *varia*. Dans le premier cas, on voit à la fois la diversité des sujets retenus puisque nous allons de l'archéologie côtière à l'utilisation des *U-Boot-Bunker* construits par les Allemands dans nos villes portuaires, en passant par la présence russe dans le Pacifique Sud au tout début du XIX<sup>e</sup> siècle. Les problèmes actuels attireront l'attention sur le conflit franco-anglais en mer d'Oman à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Beaucoup de lecteurs, par ailleurs, seront tout à fait intéressés par les conditions de la recreation de l'École navale au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Le numéro rappelle enfin l'œuvre de deux très grands historiens du maritime : Jean Boudriot et Paul Butel.

